

L'ECOLE N'EST PAS A VENDRE!

AUSOURD'HUI

POUR FAIRE

DES ETUDES

S'inscrivant totalement dans les orientations libérales de l'Union Européenne, le gouvernement Sarkozy s'acharne à détruire par milliers les postes dans les services publics. La RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) prévoit d'en supprimer 40.000 par an jusqu'en 2012, soit 160.000! L'Education Nationale est une cible de choix : 11200 suppressions de postes en 2008, 13.500 en 2009... Pour masquer cette saignée, Xavier Darcos tente de la justifier par de soi-disant réformes pédagogiques qui accélèrent le démantelement de l'Ecole et qui sont toutes pilotées par les économies à faire.

A l'Ecole maternelle :

- Remise en cause de la scolarisation des enfants de 2 et 3 ans : à la place, des "jardins d'enfant" (à la charge des collectivités locales)
- Propos méprisants du Ministre à l'encontre des maîtres dont le travail se limiterait à "changer les couches" et "faire faire la sieste".

Conséquences:

- inégalités territoriales selon les communes plus ou moins riches.
- Le recul des acquisitions langagières, de la socialisation toucheraient d'abord les élèves qui en ont le plus besoin.

A l'école primaire :

- Le temps d'école est réduit pour tous (perte du samedi matin). Une année de moins sur l'ensemble de la scolarité primaire.
- Les programmes sont alourdis, dans un sens régressif, et sans aucune concertation.
- On instaure une aide personnalisée (2H/semaine) pour les élèves en difficulté en alourdissant la journée de travail afin de

supprimer les enseignants spécialisés (3000 postes de RASED) qui s'occupaient spécifiquement des enfants les plus démunis.

- La suppression de milliers de postes, alors même que la démographie remonte, va aboutir à des classes surchargées,

demographie remonte, va aboutir a des classes surchargees donc à plus d'échec scolaire.

- Les résultats des évaluations seront publiés pour mettre en concurrence les écoles entre elles.

"La réforme de l'Etat supposera que chacun d'entre nous acepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'Etat sur son territoire."

(F. Fillon, 1/10/2007)



A cela s'ajoutent des mesures de fichage informatique et de contrôle des élèves (BASE Elèves) avec des critères discriminatoires au départ (utile pour expulser les

sans-papiers!) et la mise en place d'un service minimum les jours de grève, la réduction du droit syndical de réunion, qui vise à briser les capacités de riposte collective.

Samedi 17 janvier journée nationale d'action unitaire (à l'appel de 21 organisations)
Montpellier 14h30 Peyrou

Au collège :

- diminution des horaires
- sélection précoce vers la vie active (classes de découvertes professionnelles)
- socle commun qui est un SMIC culturel.

Au lycée :

Réforme de la classe de seconde, avec soi-disant plus de souplesse et de choix (2 semestres, beaucoup d'options) mais en fait :

- diminution des horaires disciplinaires élèves
- suppression de dédoublements, TP, aides...
- marginalisation de matières comme les sciences ou l'économie
- autonomie et mise en concurrence des établissements
- absence totale de concertation sur les programmes
- menaces sur la voie technologique
- en Lycée Professionnel, suppression des BEP, Bac Pro en 3 ans au lieu de 4

Les conséquences ?

- des classes surchargées, non dédoublées
- des conditions de travail aggravées pour les élèves et les enseignants (certains sont à cheval sur 2 ou 3 établissements)
- moins de profs, plus de précaires

Les initiés s'en tireront, les élèves de

milieu défavorisé en pâtiront ; surtout avec la suppression de la carte scolaire qui aggrave l'inégalité entre lycées.

Dans le supérieur :

- suppression des Instituts de Formation des Maîtres (et recrutement moindre) : l'année de formation professionnelle passe à la trappe, on revient au compagnonnage.
- introduction des financements privés avec la loi LRU: les secteurs jugés moins rentables seront sacrifiés (sciences humaines,...)
- Les IUT perdent leur autonomie et leur budget propre: quel avenir?

Toutes ces attaques s'inscrivent dans une logique de démantèlement de l'école publique qui vise à terme à démolir le service public, promouvoir le modèle privé et casser les solidarités.



JEUDI 29 JANVIER Journée de Grève et manifestations privé / public DANS LA RUE, TOUS ENSEMBLE !

L'Ecole coûte trop cher, l'Hôpital coûte trop cher, la Poste... mais Sarkozy fait cadeau de 13 milliards aux riches (loi TEPA) et de 26 milliards aux entreprises! C'est la logique capitaliste dans toute sa splendeur.

Mais les résistances s'organisent : Darcos et Sarkozy ont dû reculer devant les lycéens, les parents, les personnels mobilisés : le report de la réforme en seconde, la restitution de 1500 postes de RASED sont des premières victoires qui montrent que la lutte paie. Ensemble, allons plus loin, exigeons la restitution des postes supprimés : Défendons un enseignement public, laïque, de qualité!

Réunion publique de discussion sur l'Education nationale, les luttes en cours, avec lycéens, étudiants, parents, personnels...

Jeudi 29 janvier 18h

14 rue du commerce 34000 montpellier



Le Nouveau Parti Anticapitaliste est un parti en construction animé par des militantEs venus d'horizons divers, après l'appel lancé à l'origine par la LCR et Olivier Besancenot.

Construisons ensemble un nouveau parti

Pour une autre société, pour une planète préservée... pour renouer avec l'espoir... Un parti vraiment à gauche, anticapitaliste, est nécessaire.

Rejoignez-nous... contact npa34@orange.fr
NPA 14 rue du Commerce 34000 Montpellier